



Pouvoir adjudicateur
**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
DE LIMOGES**
Etablissement support du GHT du
Limousin
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX



Marchés Publics de services

Procédure n° AOO 01-2026_Prestations de Mise à disposition de personnel pour le CHU de Limoges

Missions ponctuelles d'insertion sociale et professionnelle dans les services logistiques du CHU de Limoges

Procédure utilisée

Procédure d'Appel d'Offres Ouvert soumise aux dispositions des articles R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 et R.2113-13 du code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Ce marché est réservé à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

<u>Nomenclature interne (NCHFS)</u>	<u>70.01</u>	<u>Nomenclature DGOS</u>	<u>RJ16B000</u>	<u>Code CPV</u>	<u>75231240-8</u> <u>79620000</u>
---	--------------	------------------------------	-----------------	-----------------	--------------------------------------

SOMMAIRE

Chapitre 1 Généralités	5
Préambule :	5
Article 1. Pouvoir Adjudicateur	6
Article 2. Objet du marché	7
Article 2.1. Marché réservé	7
Article 3. Division en lots	7
Article 4. Forme du marché – Dispositions	7
Article 5. Durée du marché et reconduction	8
Article 5.1. Durée du marché	8
Article 5.2. Reconductions	8
Article 6. Pièces contractuelles du marché	9
Article 6.1. Pièces constitutives du marché	9
Article 6.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	9
Article 6.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché	10
Article 7. Sous-traitance	10
Article 8. Obligations générales du titulaire	11
Article 8.1. Changements affectant le titulaire	11
Article 8.2. Assurance	11
Article 8.3. Discretion et confidentialité	12
Article 8.4. Protection des données relatives au personnel d'insertion	12
Prix et règlements	13
Article 9. Contenu et caractère des prix	13
Article 9.1. Contenu des prix du marché	13
Article 9.2. Prix de référence du marché	13
Article 9.3. Révision des prix du marché	14
Article 9.4. Formule de révision de prix	14
Article 9.5. Clause butoir	15
Article 10. Avances et retenue de garantie	15
Article 10.1. Avances	15
Article 11. Modalités de règlement des comptes	16
Article 11.1. Etape avant la facturation définitive	16
Article 11.2. Présentation des demandes de paiements	16
Article 11.3. Mode de règlement	17
Article 11.4. Titulaire étranger	18
Exécution	18
Article 12. Qualité des prestations de service	18
Article 12.1. Prestations de service	18
Article 12.2. Prestation similaires	18

Article 13.	Modifications au marché public	18
Article 14.	Durée d'exécution	18
Article 14.1.	Délai de base	18
Article 14.2.	Prolongation des délais	19
Article 15.	Modalités d'exécution des prestations	19
Article 15.1.	Mode de passation des bons de commande	19
Article 15.2.	Lieu d'exécution des prestations	19
Article 15.3.	Dispositions générales et dispositions en cas d'urgence	19
Article 16.	Obligations des parties contractantes	20
Article 16.1.	Obligation du Pouvoir Adjudicateur	20
Article 16.2.	Obligations du titulaire du marché	20
Article 16.3.	Respect des principes de laïcité et de neutralité du service public	20
Article 16.4.	Protection de la main d'œuvre	21
Article 16.5.	Dispositif d'alerte et de vigilance	22
Article 17.	Lutte contre le travail dissimulé	22
Constatation de l'exécution		23
Article 18.	Opérations de vérifications	23
Article 18.1.	Vérifications qualitatives et quantitatives	23
Article 18.2.	Décisions du Pouvoir Adjudicateur	24
Article 18.3.	Responsabilité	24
Différends et litiges		24
Article 19.	Pénalités de retard	24
Article 19.1.	Définition du délai contractuel	24
Article 19.2.	Exigibilité des pénalités de retard	24
Article 19.3.	Pénalités de retard	24
Article 19.4.	Pénalités pour mauvaise exécution	25
Article 19.5.	Pénalité de retard pour absence de réponse à une demande de mise à disposition non urgente du personnel mis à disposition	25
Article 19.6.	Pénalités de retard en cas de non réponse à une mise à disposition urgente du personnel mis à disposition	25
Article 19.7.	Pénalités de retard dans la mise à disposition du personnel mis à disposition	25
Article 19.8.	Pénalités en cas de non présentation du personnel mis à disposition	26
Article 19.9.	Pénalités pour travail dissimulé	26
Article 19.10.	Pénalité pour manquement aux principes de laïcité et de neutralité du service public	26
Article 19.11.	Pénalités sur autres litiges d'exécution	26
Article 19.12.	Cumul	26
Article 20.	Résiliation du marché	27
Article 20.1.	Motifs de résiliation	27
Article 20.2.	Résiliation prononcée aux torts du titulaire	27
Article 20.3.	Résiliation pour inexécution non fautive	27
Article 20.4.	Résiliation pour motifs d'intérêt général	27
Article 20.5.	Indemnité de résiliation	27
Article 21.	Exécution aux frais et risques du titulaire	28
Article 21.1.	En cas de rupture d'exécution des prestations en cours de marché	28

Article 21.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	28
Article 22. Evolution législative ou réglementaire	28
Dérogations au C.C.A.G.	29
<u>La présente procédure est régie par le Code de la commande publique.</u>	

Chapitre 1 Généralités

Préambule :

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Celle-ci a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourgageuf*
- *CH Usse*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du » Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ». A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

Article 1. Pouvoir Adjudicateur

Les noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur sont les suivantes :

Pouvoir adjudicateur :	CHU de Limoges - Etablissement support du GHT du Limousin - Représenté par Madame La Directrice Générale, Pascale MOCAËR.
Type de pouvoir adjudicateur :	Etablissement public de santé.
SIRET:	26870851800017
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
Adresse du profil acheteur	<u>www.marches-publics.gouv.fr</u>

Gestionnaire de marché (Référént administratif)	Sabrina AKAB
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
Adresse électronique :	<u>celluledesmarches@chu-limoges.fr</u>

Référents techniques	Madame Vanessa GROULIER et Monsieur Christophe SAMSON
Adresse :	2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX

Article 2. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la mise en œuvre d'actions d'insertion sociale et professionnelle au bénéfice d'habitants du département de la Haute-Vienne, durablement éloignés du marché du travail ou rencontrant des difficultés d'accès ou de maintien à l'emploi.

Dans ce cadre, le Centre Hospitalier Universitaire de Limoges confiera au titulaire retenu la réalisation de prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi, s'appuyant sur la mise en place d'activités professionnelles ponctuelles au sein de ses services logistiques.

Le lieu d'exécution de la prestation est le **Centre Hospitalier Universitaire de Limoges**, 2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX.

Article 2.1. Marché réservé

En application des articles L.2113-13 du Code de la Commande Publique, le présent marché est réservé à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L.5132-4 du Code du Travail et à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale fixée par voie réglementaire à des publics défavorisés.

Article 3. Division en lots

Le présent marché n'est pas alloté conformément aux dispositions prévues à l'article L2113-11 2° du Code de la Commande Publique.

Après étude, l'acheteur a décidé conformément aux règles de la commande publique, de ne pas alloter la présentation consultation pour la raison suivante :

- Les achats concernés constituent une famille de prestations homogènes. Ces derniers ne permettent pas de dégager des prestations distinctes et un allotissement pertinent.

Article 4. Forme du marché – Dispositions

Le présent marché est un **accord-cadre à bons de commande mono-attributaire** en application des articles L.2125-1 et R. 2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Il est conclu sans montant minimum avec **un montant maximum en valeur de 1 500 000 € H.T** par an en application de l'article R2162-4 du Code de la Commande publique.

Soit un montant total de **6 000 000 € H.T pour la durée totale du marché.**

Les bons de commandes seront émis par le CHU de LIMOGES concerné par le marché au fur et à mesure des besoins en application des articles R. 2162-2 2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Ce sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la qualité. L'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro et la date du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Le lieu et la date ou le délai d'exécution des prestations ;
- L'adresse de facturation ;
- Le montant total H.T. de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total T.T.C.

Ces bons de commande écrits, comportant la signature originale du représentant dûment habilité du pouvoir adjudicateur, sont transmis par courrier, courriel ou remis en main propre.

Au moment de l'émission d'un bon de commande le titulaire s'engage à fournir à l'établissement concerné un accusé de réception du bon de commande par courriel. En cas de commande urgente, celle-ci pourra se faire par téléphone confirmé par la suite par un bon de commande écrit.

Dans le cas où l'attributaire est dans l'incapacité de respecter le délai indiqué sur le bon de commande et souhaite obtenir un délai supplémentaire, il doit le signaler par écrit à l'établissement concerné, sous 24h à compter de la réception du bon de commande. Par la même demande il donne les raisons de son retard et propose au pouvoir adjudicateur un nouveau délai qui sera accepté ou refusé par écrit.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

L'établissement concerné ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 5. Durée du marché et reconduction

Article 5.1. Durée du marché

Le marché est conclu, pour une période initiale de **12 mois à compter de sa date de notification**.

Article 5.2. Reconductions

Le présent marché est reconductible.

Le marché pourra être reconduit de manière **TACITE 3 fois pour une durée de 12 mois** à compter de sa **date de notification**.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas 48 mois (périodes de reconductions comprises).

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur prendra la décision de ne pas reconduire le marché, il fera part de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 30 jours avant la fin de la durée de validité du contrat. Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Article 6. Pièces contractuelles du marché

Article 6.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G / Fournitures Courantes et Services, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement;
2. Le formulaire DC1 ;
3. Le formulaire DC2 ;
4. L'annexe financière à l'acte d'engagement qui est la suivante :
 - ✓ Le bordereau de prix unitaires du titulaire (BPU);
5. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe relative à la liste des comptes assignataires de la dépense ;
6. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.);
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics ; de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
8. Les bons de commande associés à cet accord-cadre.
9. Le mémoire technique
10. Le questionnaire environnemental

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Les originaux de l'Acte d'engagement, du C.C.A.P. et des annexes seront conservés par le C.H.U. de LIMOGES, établissement support, et pour seule foi.

Article 6.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

Article 6.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

6.3.1 – Notification

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G / Fournitures Courantes et Services, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception

6.3.2 - Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au Pouvoir Adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. Il est à noter que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 7. Sous-traitance

Dans le cas d'une sous-traitance, le candidat devra préalablement à tout commencement d'exécution fournir une déclaration de sous-traitance (DC4) au Pouvoir Adjudicateur.

La sous-traitance est interdite pour toutes fournitures sans prestations de pose dans les conditions fixées par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et codifiée dans le Code de la Commande Publique.

En revanche, le titulaire peut présenter un sous-traitant à la personne publique en cours d'exécution du marché en ce qui concerne les prestations de service associées. Dans ce cas, il sera fait application des articles L. 2193-2 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à l'établissement concerné une déclaration de sous-traitance complétée et signée.

Cette déclaration peut prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Le titulaire doit renseigner au sein du formulaire DC4 la durée de la sous-traitance conformément à l'article L2197-7 du Code de la Commande Publique.

En application des articles L.2113-13 du Code de la Commande Publique, le présent marché est réservé à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L.5132-4 du Code du

Travail et à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale fixée par voie réglementaire à des publics défavorisés, celui-ci ne pourra être sous-traité qu'à une structure répondant à ces critères.

Article 8. Obligations générales du titulaire

Article 8.1. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter
- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou son siège social
- La cession d'une ou de différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Son adresse bancaire, ...

Et lui fait parvenir, le cas échéant, afin de prouver que le candidat n'est pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique, je vous remercie de bien vouloir nous fournir :

- Votre numéro unique d'identification (SIREN)
- Votre numéro qui permet à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes via un système électronique
- Une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

Article 8.2. Assurance

Par dérogation à l'article 9 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et Services, avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que l'établissement partie en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 8.3. Discrétion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Pouvoir Adjudicateur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire (en complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS), sans aucune possibilité de dédommagement.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Article 8.4. Protection des données relatives au personnel d'insertion

Les bénéficiaires, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la prestation d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles sont :

- Le nom de la structure ;
- Son numéro de SIRET ;
- Les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre de l'insertion au profit des publics en difficultés. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement, de relevés (ou fiches navettes) des heures travaillées et d'actions suivies qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Le pouvoir adjudicateur,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre au traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes. Un refus entraîne l'impossibilité d'intégrer le dispositif.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles, règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles est à adresser à Limoges Métropole à l'adresse courriel suivante : insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Chapitre 2 Prix et règlements

Article 9. Contenu et caractère des prix

Article 9.1. Contenu des prix du marché

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations décrites au C.C.T.P. et notamment :

- L'assurance ;
- Le coût des salaires ;
- Le coût des formations ;
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- Les frais de gestion ;

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité ou en valeur. Les prix du marché sont franco de port en montant ou en quantité.

Article 9.2. Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires H.T. qui figurent dans l'annexe à l'Acte d'Engagement qui est le Bordereau de Prix Unitaires (BPU). Ces prix sont appliqués aux prestations réellement exécutées. La facturation sera effectuée après la réalisation des prestations demandées dans chaque bon de commande.

Article 9.3. Révision des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres **soit Mars 2026** ; ce mois est appelé « **mois zéro** » ; **le mois zéro étant la date de remise de l'offre par le titulaire.**

Les prix ne seront pas révisés la première année. Ils seront révisables une fois par an à chaque date anniversaire.

Au moins deux mois avant la date anniversaire du marché, le titulaire adresse, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention du pouvoir adjudicateur, sa demande de révision des prix initiaux tels qu'établis au mois zéro, accompagnée du nouveau tarif et d'une note explicative de l'évolution des prix au regard de ceux pratiqués pour l'ensemble de sa clientèle.

Le pouvoir adjudicateur dispose, alors, d'une période de réflexion, à compter de la réception de la demande de révision, de 30 jours. Le pouvoir adjudicateur fera part de sa décision au titulaire par courrier. L'absence de décision de la part du pouvoir adjudicateur vaut refus de la nouvelle révision de prix.

Si la demande de révision n'a pas été adressée au pouvoir adjudicateur dans les délais, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la demande de révision, les nouveaux prix sont applicables dès la première commande effectuée par la suite.

Article 9.4. Formule de révision de prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre donné par la formule suivante :

$$P = P_0 \cdot (\text{indice } 1 / \text{indice } 0)$$

P : Montant révisé hors taxe

P₀ : Montant initial

Indice 1 : Dernier indice publié et disponible un mois avant la date d'effet de la révision

Indice 0 : Indice du mois de dépôt des offres pour la première révision, puis, pour les révisions ultérieures, indice utilisé pour la précédente révision.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est le suivant :

IDENTIFIANT	LIBELLE
Indice INSEE NAF (CPF 78.20)	Service des agences de travail temporaire

En cas de révision de l'indice, seule la dernière valeur connue publiée sera retenue.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision seront fermes au minimum un an à compter de sa date d'effet. Une fois acceptées par les établissements parties, elles donneront lieu à l'établissement d'une modification de marché public.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs ou son nouveau barème au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement, par lettre recommandée avec accusé réception.

Les établissements parties se réservent le droit de refuser la hausse proposée, en fonction de l'argumentaire présenté et des éléments de preuve apportés.

Article 9.5. Clause butoir

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de limiter ou de s'opposer à une augmentation ainsi que de résilier le marché, si l'application des nouveaux tarifs devait conduire à une augmentation du prix supérieure à 2 % par an. Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

Le CHU de Limoges se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

Article 10. Avances et retenue de garantie

Article 10.1. Avances

Le présent accord-cadre étant conclu par l'émission de bons de commande, une avance remboursable sera accordée au titulaire, conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, lorsqu'un bon de commande est supérieur à 50.000 € H.T. et si son délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer les établissements concernés par cet accord-cadre s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance.

Pour cela, il est obligatoire de remplir en Page 3 de l'imprimé ATTRI1 : « ACTE D'ENGAGEMENT », le point B4 - Engagement du candidat.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Son remboursement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

Il est demandé au titulaire la constitution d'une garantie à première demande pour tout remboursement de l'avance ; dans le cas, l'avance ne peut être mandatée qu'après constitution de ladite garantie à première demande.

Article 11. Modalités de règlement des comptes

Article 11.1. Etape avant la facturation définitive

Avant le dépôt des factures définitives sur le portail national CHORUS, un premier envoi sera réalisé par courriel pour validation par la Directrice des Ressources Logistiques et Hôtelières à l'adresse suivante :

Secretariat.dlrh@chu-limoges.fr

Une fois cette validation réalisée, les factures pourront être déposées sur CHORUS.

Article 11.2. Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services.

Facture électronique obligatoire :

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. **Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.**

Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture et l'indication du terme « facture » ou « avoir » en haut de page ;

- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date d'exécution des prestations;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date. Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 11.3. Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public du CHU de LIMOGES.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus.

Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€.

Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale ;
- Modification ou absence de domiciliation bancaire ;
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés ;
- Facturation avant service fait, ...

Article 11.4. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre 3 Exécution

Article 12. Qualité des prestations de service

Article 12.1. Prestations de service

Les prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 12.2. Prestation similaires

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 13. Modifications au marché public

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions fixées aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Article 14. Durée d'exécution

Article 14.1. Délai de base

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat c'est-à-dire aux normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat. L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont **le délai maximum d'exécution est fixé à 48 heures ouvrés** à réception des commandes sauf indication contraire sur le bon de commande.

Article 14.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'établissement partie concerné dans les conditions de **l'article 13 du C.C.A.G. / FCS.**

Article 15. Modalités d'exécution des prestations

Article 15.1. Mode de passation des bons de commande

Chaque mission demandée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un courriel envoyé au titulaire du marché pour l'informer du besoin.

Dans les cas résultants de situations urgentes, la demande de mise à disposition pourra faire l'objet d'un appel téléphonique auprès du titulaire pour l'informer du besoin.

A la suite de cet échange, un courriel reprenant toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la mission sera adressé.

Ce courriel aura valeur de bon de commande.

Le titulaire devra obligatoirement confirmer par courrier électronique que le besoin soit pourvu ou non.

Article 15.2. Lieu d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations pour le CHU de LIMOGES seront indiqués dans le courriel ayant valeur de bon de commande.

Article 15.3. Dispositions générales et dispositions en cas d'urgence

L'ensemble de ces dispositions sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 15.4. Obligation d'information

Dans le cadre de cette démarche d'insertion, le titulaire du marché s'engage à informer le CHU de Limoges ainsi que le Guichet Clauses Sociales de Limoges Métropole, des contrats passés et des éventuelles difficultés rencontrées pour la réalisation des prestations, objets du présent marché.

Un échange régulier sera assuré entre le titulaire, le CHU de Limoges, le Guichet clauses sociales de Limoges Métropole, dont les coordonnées sont les suivantes :

Limoges Métropole - Communauté urbaine
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social
Guichet clauses sociales
19, rue Bernard Palissy
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1
Tél : 05 55 45 78 95
Mail : insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Le titulaire du présent marché informe mensuellement le guichet clauses sociales des contrats de travail réalisés ainsi que de toute rupture de contrat.

A cet effet, un relevé est transmis chaque mois et au plus tard le 15 du mois qui suit. Cet état nominatif indique le personnel employé, le type de contrat, la durée de chaque contrat, les motifs éventuels de rupture de contrat et le nombre d'heures de travail effectuées durant le mois concerné.

Pour chaque année d'exécution, un bilan global sera remis au pouvoir adjudicateur dans les trois mois suivant la fin de la période concernée comprenant :

- ✓ Un état non nominatif du personnel employé, précisant l'âge, le lieu d'habitation ;
- ✓ Une situation de chaque employé à sa date d'embauche : niveau de qualification, situation familiale, projet professionnel ou de formation ;
- ✓ Une présentation détaillée de chaque plan individuel de soutien socioprofessionnel mis en place par les différents partenaires compétents ;
- ✓ Le nombre d'heures effectuées par chaque personne ;
- ✓ Une situation de chaque employé quittant l'entreprise, précisant les qualifications obtenues, les stages, les formations effectuées, les raisons de départ.

Article 1. Obligations des parties contractantes

Article 1.1. Obligation du Pouvoir Adjudicateur

Le CHU de LIMOGES devra désigner un référent technique des prestations qui assurera le suivi et la coordination des prestations réalisées.

En collaboration avec le titulaire du marché, il assurera la gestion de tout problème susceptible de survenir au cours de l'exécution du marché.

Article 1.2. Obligations du titulaire du marché

L'aptitudes à l'emploi figure à l'article 3.1 du CCTP.

Article 1.3. Respect des principes de laïcité et de neutralité du service public

Le titulaire du marché est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À cet effet, le titulaire prend les mesures nécessaires pour que :

1. Ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses.
2. Ces mêmes personnes traitent de façon égale tous les usagers et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que ses sous-traitants respectent ces obligations. Il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses sous-traitants.

Le titulaire communique à l'acheteur chaque année, avant le 31 décembre, une attestation sur l'honneur de son représentant légal attestant du respect de ces obligations au cours de l'année écoulée.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur pourra :

- Mettre en demeure le titulaire de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à ses obligations contractuelles dans un délai déterminé.
- Appliquer une pénalité de 100 € par jour de retard en cas de non-respect du délai fixé dans la mise en demeure.
- Résilier le contrat pour faute du titulaire aux torts exclusifs de ce dernier en cas de manquements graves ou répétés.

Article 1.4. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Les documents demandés devront être remis dans les délais indiqués par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 5 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail. Si, dans le cadre du dispositif d'alerte mis en place par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 1.5. Dispositif d'alerte et de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Si celles-ci ne sont pas fournies dans les délais demandés, le marché pourra être résilié sans indemnités pour faute du titulaire en application de l'article 42 du CCAG FCS.

Article 2. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire doit respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail ;
- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie) ;
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail ;
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail ;
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail ;

A cet effet, le Titulaire du marché doit remettre à jour chaque année les documents suivants :

- Attestation fiscale datant de moins de 6 mois ;
- Attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois ;
- Afin de prouver que le candidat n'est pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique, je vous remercie de bien vouloir nous fournir :
 - Son numéro unique d'identification (SIREN);
 - Son numéro qui permet à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes via un système électronique.
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, une attestation et une liste nominative des salariés étrangers présents dans l'entreprise.

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Chapitre 4 Constatation de l'exécution

Article 3. Opérations de vérifications

Article 3.1. Vérifications qualitatives et quantitatives

En application des articles 27 et 28 du CCAG- FCS les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

À l'issue des opérations de vérification, les décisions d'admission des prestations seront prises en application de l'article 29 du CCAG-FCS. Au cas où les opérations de vérifications nécessiteraient une expertise, celle-ci sera à la charge du titulaire du marché.

Si la vérification est positive, le Pouvoir Adjudicateur procédera :

- ✓ A l'admission des prestations,

Ou

- ✓ À leur refaçon, s'il est estimé que les services, bien que ne satisfaisant pas entièrement aux conditions du marché, présentent des possibilités d'admission en l'état. La Personne Publique peut alors prononcer une refaçon, qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées conformément à l'article 30 du CCAG – FCS.

Si la vérification est négative, le Pouvoir Adjudicateur procédera :

- ✓ À l'ajournement des prestations pour causes de réserves formulées, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG – FCS.

Ou

- ✓ À leur rejet pur et simple. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur prononcera la résiliation du marché sans indemnité.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS et en cas d'ajournement des prestations pour causes de réserves formulées et au regard des attentes de la Personne Publique exprimées dans le présent C.C.T.P., le titulaire s'engage à proposer au CHU de Limoges dans un délai de dix jours un remplaçant dont le profil correspond aux exigences strictement exprimées lors de l'émission du bon de commandes initial afin de lever les réserves formulées.

A défaut de réponse dans les dix jours ou si le profil de remplacement présenté ne répond pas strictement aux exigences formulées dans le bon de commandes, les prestations issues du bon de commandes seront exécutées à ses frais et risques.

Article 3.2. Décisions du Pouvoir Adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services par le représentant de l'établissement concerné ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

Article 3.3. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les lieux des établissements parties.

Le titulaire est le seul responsable du matériel qu'il utilise durant la réalisation de ses prestations. Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit disposer d'un équipement de protection individuelle (E.P.I.), notamment des vêtements et protections conforme à la réglementation en vigueur.

Les examens demandés, les visites médicales, les vaccinations sont la charge du titulaire du marché.

Chapitre 5 Différends et litiges

Article 4. Pénalités de retard

Article 4.1. Définition du délai contractuel

Les prestations réalisées devront être conformes aux stipulations du contrat. Les normes et les spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat.

Article 4.2. Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature. Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le représentant du CHU de Limoges ou en cas de manquement à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable

Article 4.3. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

P : montant des pénalités

R : nombre de jours calendaires de retard à compter du jour d'expiration du délai maximal d'exécution des prestations fixé au bon de commande.

V : valeur du bon de commande.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.
Le montant des pénalités n'est pas plafonné.**

Article 4.4. Pénalités pour mauvaise exécution

Si les prestations sont mal exécutées, notamment en cas de non-respect de :

- L'obligation d'information du personnel à l'égard du personnel mis à disposition,
- D'absence de contrôle, de vérification d'aptitude à l'emploi,
- Après constat partagé entre le CHU de LIMOGES et le titulaire du marché, le compte des délais reprendra pendant la reprise des prestations, les pénalités se rattachant aux délais s'appliqueront.

Article 4.5. Pénalité de retard pour absence de réponse à une demande de mise à disposition non urgente du personnel mis à disposition

Lorsque les délais contractuels de réponses fixés à l'article 15 du présent document sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, des pénalités de retard s'élevant à un montant forfaitaire de 50 euros hors taxes par jour de retard.

Article 4.6. Pénalités de retard en cas de non réponse à une mise à disposition urgente du personnel mis à disposition

Lorsque les délais contractuels de réponses fixés à l'article 15 du présent document sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, des pénalités de retard s'élevant à un montant forfaitaire de 100 euros hors taxes par jour de retard.

Article 4.7. Pénalités de retard dans la mise à disposition du personnel mis à disposition

Lorsque les délais contractuels de mise à disposition du personnel fixés à l'article 15 du présent document et indiqué dans chaque bon de commande sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, des pénalités de retard s'élevant à un montant forfaitaire de 150 euros hors taxes par heure de retard à compter de la deuxième heure.

Article 4.8. Pénalités en cas de non présentation du personnel mis à disposition

Lorsque le personnel ne se présente pas en temps et en lieu indiqués dans le bon de commande, le titulaire encourt, **par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS**, des pénalités de retard s'élevant au montant égal au dédommagement de la totalité de la mission.

Article 4.9. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 4.10. Pénalité pour manquement aux principes de laïcité et de neutralité du service public

Lorsque le titulaire du présent marché méconnaît les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, notamment lorsqu'il ne prend pas les mesures nécessaires pour y remédier, il encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros H.T par jour.

Article 4.11. Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures, sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur..., la non-conformité de l'envoi des commandes par le système d'information des établissements du GHT du Limousin, une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

En cas de non transmission ou d'irrégularités dans la transmission des relevés d'heures, une pénalité de 100€ par manquement constaté sera appliquée

Article 4.12. Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Article 5. Résiliation du marché

Article 5.1. Motifs de résiliation

Le Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services.

Article 5.2. Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit apporter au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 5.3. Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le Pouvoir Adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 40 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, le Pouvoir Adjudicateur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les prestations.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit apporter au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 5.4. Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, le Pouvoir Adjudicateur du marché peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Article 5.5. Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 42 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services n'ouvrent pas droit à indemnité. Le décompte de résiliation est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité. En vertu du principe de la liberté contractuelle dont disposent les parties et de la jurisprudence du Conseil d'Etat (**10 décembre 1982, Loiselot, n° 22856**), ce marché exclu toute indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 6. Exécution aux frais et risques du titulaire

Article 6.1. En cas de rupture d'exécution des prestations en cours de marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, chacun des établissements du GHT du Limousin se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit chacun des établissements du GHT du Limousin de la date de reprise de l'exécution ; à défaut, le ou les établissements ne pourront être tenus pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers prestataire, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

Article 6.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du C.C.A.G - FCS, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 7. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Chapitre 6 Dérogations au C.C.A.G.

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G. / FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 6.1	Article 4.1	Pièces constitutives du marché
Article 8.2	Article 9	Assurance
Article 18.1	Article 30.2	Opération de vérification
Articles 18.3, 18.6, 18.7, 18.8	Articles 14.1.1 et 14.1.3	<ul style="list-style-type: none">- Pénalités de retard ;- Pénalité de retard en cas de non réponse à une mise à disposition de personnel urgente ;- Pénalités de retard dans la mise à disposition du personnel ;- Pénalités en cas de non présentation du personnel mis à disposition
Article 20.4	Article 42	Résiliation pour motifs d'intérêt général